



Le droit européen de la concurrence et les aides d'Etat

Sommaire

1	Droit européen de la concurrence	2
2	Les aides d'Etat en droit européen	3



ENA – Centre de documentation – Bibliographie – Juin 2015
L'accès aux documents est réservé aux publics autorisés
Contact : centre.documentation@ena.fr

1

BIBLIOGRAPHIE



1 Droit européen de la concurrence

1.1.1 Ouvrages



Commission européenne

Rapport sur la politique de concurrence 2013 incluant le document de travail des services de la Commission

Luxembourg : OPOCE, 2014. - 93 p. ; 23 cm.

Publication annuelle

[En ligne sur Internet](#)



Decocq, André ; Decocq, Georges

Droit de la concurrence : droit interne et droit de l'Union européenne

5e éd. - Paris : LGDJ, 2012. - 650 p. ; 20 cm. - (Manuel)

Résumé : Exposé des règles du droit de la concurrence considéré dans ses deux aspects du droit interne et du droit de l'Union européenne. Ce manuel étudie les notions fondatrices de ce droit, les règles applicables aux entreprises et aux Etats membres.



Nourissat, Cyril ; Clavière-Bonnamour, Blandine de

Droit de la concurrence, libertés de circulation : droit de l'Union, droit interne

4e édition. - Paris : Dalloz, 2013. - 596 p. ; 24 cm. - (Droit privé)

Résumé : Ouvrage consacré aux libertés de circulation et au droit de la concurrence, piliers fondamentaux de l'économie de marché dans laquelle opère l'entreprise. Point sur les liens entre Marché intérieur et Espace de liberté, de sécurité et de justice.



Souty, François

Le droit et la politique de la concurrence de l'Union européenne

4ème éd. - Paris : Montchrestien, 2013. - 160 p. ; 20 cm. - (Clefs. Politique)

Résumé : L'ouvrage présente l'évolution de la politique européenne de concurrence et ses mutations à travers les différents courants de pensées et les contextes économiques que l'Union européenne a connu dans son histoire.

1.1.2 Articles

Beaufort, Viviane (sous la dir. de)

Compétitivité, concurrence et réciprocité

in : Revue de l'Union européenne, n° 575, 2014, février, p. 110-132

Contient : A quoi sert le droit de la concurrence ? Qui sert-il ? / Olivier d'Ormesson. L'imprévisibilité de l'économie de marché / Bruno Deffains. La concurrence comme outil anti-crise / Cecilio Madero. Les effets de la concurrence : ce que montrent les études empiriques / Emmanuel Combe. Concurrence et emploi, compléter les politiques européennes existantes / Bernadette Ségol. Droit ou/et politique de concurrence, des évolutions certaines. Quelle articulation avec les politiques économiques ? / Sandra Lagumina. L'exigence de réciprocité : moyen d'une concurrence loyale dans les échanges internationaux ou outil protectionniste ? / Viviane de Beaufort. La notion de réciprocité au sein de l'OMC / Arancha Gonzales Laya. Les raisons et le contenu de la proposition de la Commission européenne / Frank Hoffmeister. La position opposée du patronat allemand / Olivier Wieck. L'intérêt de la proposition de règlement d'après les industries françaises exportatrices / Jean-François Guillemin. Politique de concurrence et commerce mondial : développer de nouveaux outils de contrôle européen / Emmanuelle Butaud-Stubbs. Réciprocité, level playing field et marchés publics / Frédéric Sanchez. Droit de la concurrence, réciprocité commerciale, innovation : une Europe qui agit en faveur de la compétitivité / Michel Barnier.

BIBLIOGRAPHIE

Blauberger, Michael, Krämer, Rike, U

European Competition vs. Global Competitiveness. Transferring EU Rules on State Aid and Public Procurement beyond Europe

CCP Working Paper 10/2010, University of East Anglia. – 27 p.

[En ligne sur Internet](#)

Droit de la concurrence : [dossier]

in : Revue de l'Union européenne, n° 589, 2015, juin, p. 353-392.

Dans le cadre d'une journée d'études de rentrée des Master Droit de l'UE, droit international et européen des affaires, droit pénal de l'UE, droits des produits de santé en Europe et droit de l'économie et de la régulation en Europe du 14 novembre 2014

Contient : Approche transactionnelle et garanties procédurales en droit antitrust de l'Union européenne / Mehdi Mezaguer. Sanction des pratiques anticoncurrentielles et personnalité des peines / Jean-Philippe Kovar. La récupération des aides d'État illégales et incompatibles et les transformations du droit public interne / Gabriel Eckert. Le recours à l'action en responsabilité civile et les transformations du droit privé / Nicolas Erese. Propos conclusifs / Robert Kovar.

L'effectivité du droit européen de la concurrence : [dossier]

in : Revue de l'Union européenne, n° 588, 2015, mai, p. 276-306.

Dans le cadre d'une journée d'études de rentrée des Master Droit de l'UE, droit international et européen des affaires, droit pénal de l'UE, droits des produits de santé en Europe et droit de l'économie et de la régulation en Europe du 14 novembre 2014

Contient : L'effectivité du droit européen de la concurrence : quelques observations introductives / Dominique Ritleng. L'utilisation de la soft law comme méthode de conception du droit européen de la concurrence / Frédérique Berrod. La portée normative de la soft law / Aude Bouveresse. Les lignes directrices concernant les aides d'État à l'énergie : vers une évolution des modes de soutien aux énergies renouvelables / Guillaume Dezobry.

2 Les aides d'Etat en droit européen

2.1.1 Ouvrages



Bacon, Kelyn (ed)

European Union Law of State Aid

Second Edition. – Oxford university press, 2013



Commission européenne. Direction générale de la concurrence

Droit de la concurrence des Communautés européennes : règles applicables aux aides d'État : situation au 15 avril 2014

Luxembourg : OP, 2014. – 1002 p.

[En ligne sur Internet](#)

BIBLIOGRAPHIE



Commission européenne

L'application de la législation en matière d'aides d'État par les juridictions nationales La communication de la Commission et autres documents utiles : guides en matière de concurrence

Luxembourg : OP, 2010. – 138 p.

[En ligne sur internet](#)



Cour des comptes européenne

Les procédures de la Commission permettent-elles de garantir une gestion efficace du contrôle des aides d'Etat ?

Cour des comptes européenne. - Luxembourg : OP, 2011. - 60 p. ; 30 cm. - (Rapport spécial ; 15)

[En ligne sur Internet](#)



Ministère des finances et des comptes publics ; Ministère de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Vade-mecum des aides d'Etat

Edition 2014. - Paris : La Documentation française, 2014. - 361 p. ; 24 x 16 cm

Résumé : Le droit des aides d'Etat constitue une branche du droit communautaire et impose le respect d'une procédure de notification. Depuis le plan d'action de la Commission sur les aides d'Etat de 2005, la majeure partie des règles a été modifiée. La réforme du droit des aides d'Etat a voulu répondre aux enjeux du travail de la Commission européenne.

2.1.2 Articles

Beaufort, Viviane de ; Maillot-Bouvier, Clément

Adaptation du droit de l'UE au cas de l'entreprise en difficulté

in : Revue de l'Union européenne, n° 555, 2012, février, p. 93-100

Résumé : La disparition d'entreprises est un phénomène inhérent au processus capitaliste. Dans un système économique efficace, les entreprises les moins compétitives laissent en effet leur place aux autres, au bénéfice du consommateur. C'est pourquoi la situation d'entreprise en difficulté ou défaillante interpelle les fondements même du droit de la concurrence, car certaines considérations peuvent nuancer les décisions de droit et permettre l'admission de l'entreprise défaillante lors d'une concentration ou à propos d'aides d'Etat. A priori, le niveau de l'emploi ou le maillage industriel de l'Union européenne sont des préoccupations qui reviennent davantage aux autorités politiques qu'aux autorités de concurrence. Or, les politiques de lutte contre le chômage ou contre la désindustrialisation au niveau communautaire sont faibles. Quant aux politiques mises en place au niveau national par les Etats membres, elles peuvent entrer en contradiction avec l'intérêt européen global. C'est ce que montrent les auteurs de cet article, en appelant de leurs vœux une réelle politique communautaire de l'emploi et de l'industrie, en parallèle de la politique de concurrence.

Castor, Catherine

Où en est le droit des aides d'Etat ?

in : Droit administratif, n° 5, 2010, mai, p. 8-13

Résumé : Renouvelé dans le mouvement créé par le plan d'action de 2005, le droit des aides d'Etat conserve sa spécificité. Il démontre son adaptabilité dans le contexte de la crise financière et il accroît son efficacité par le biais procédural.

BIBLIOGRAPHIE



Dabreteau, Jacques

Réflexions sur la prétendue garantie implicite de l'Etat au profit de ses EPIC

in : L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) , n° 42, 2010, 13 décembre, p. 2346-2353

Résumé : Après EDF et La Poste, c'est au tour de la SNCF d'être critiquée par la Commission européenne qui soupçonne la société de transport de bénéficier d'une aide d'Etat contraire aux règles du droit communautaire de la concurrence. Elle demanderait de transformer le statut de la SNCF, d'établissement public à caractère industriel et commercial en société anonyme. La France dispose de motifs sérieux à opposer à la Commission européenne quant à la prétendue garantie implicite de l'Etat à ses EPIC.

Dony, Marianne

Aides d'Etat

In: Journal de droit européen 2012, v. 20, n. 189, p. 151-161

Les aides d'Etat

In : Droit de la concurrence, libertés de circulation : droit de l'Union, droit interne / Cyril Nourissat, Blandine de Clavière-Bonnamour, chapitre 10, pp. 365-383

Livre cité dans la 1ère partie de cette bibliographie

Wagner, Loïc

Aides d'Etat : l'art de la souplesse en temps de crise

in : Cahiers de droit européen, vol. XLVII, n° 1, 2011, p. 231-276

Résumé : Les soutiens financiers pour surmonter la crise économique installée depuis l'automne 2008, proviennent en majorité des budgets nationaux. Malgré tout, la Commission européenne a poursuivi l'application des aides d'Etat. Tous les secteurs n'en ont pour autant pas bénéficié de la même manière : ainsi le secteur bancaire a connu plus de souplesse que les secteurs de l'économie réelle et devra à l'avenir faire l'objet d'aménagement spécifiques en matière d'aides.

Sites internet

► Commission européenne. [Direction générale de la concurrence](#)

► Politique de la concurrence de la Commission européenne : [site web](#) – partie dédiée aux [aides d'Etat](#)
Voir en particulier « [Compilation of State aid rules in force](#) »